

L'Afrique noire, toujours mal partie ?

24 novembre 2020

Note de cadrage

Ouvrage de référence, *L'Afrique noire est mal partie* (1962) honore la réputation d'AgroParisTech, l'Institut national agronomique (INA) de l'époque. Tout en se considérant ami de l'Afrique, René Dumont, qui avait enseigné aux africains appelés aux commandes dans leur pays, décida qu'à peine indépendants, les pays d'Afrique noire méritaient déjà qu'on critique la dérive de leurs politiques. L'agriculture, selon Dumont, ne recevait pas une attention suffisante et les responsables africains ne répondaient pas aux besoins des paysans. Le problème de la gouvernance africaine était ainsi d'emblée posé.

En 2012, à l'occasion du cinquantenaire de l'ouvrage, un colloque a fait le point sur la situation. Il donna l'occasion de rééditer *L'Afrique noire est mal partie* avec deux préfaces prestigieuses, l'une d'Abdou Diouf, premier ministre du Sénégal puis successeur de Leopold Sédar Senghor à la présidence de l'Etat, l'autre de Jean Ziegler, célèbre homme politique suisse, rapporteur spécial auprès de l'ONU sur le droit à l'alimentation dans le monde. La postface était signée de Marc Dufumier, professeur émérite à AgroParisTech, successeur de René Dumont à la chaire d'agriculture comparée. A l'occasion de ce colloque, Hervé Bichat (1938-2015, ancien élève de l'INA, ingénieur du génie rural, ancien directeur général de l'INRA et du CIRAD) publia, quant à lui, « *Et si l'agriculture sauvait l'Afrique ?* » (2012).

La première question que pourra poser le Mardi du quai Voltaire pourrait être :

- Bientôt soixante ans après la publication de *L'Afrique noire est mal partie*, la dérive qu'observait René Dumont a-t-elle été corrigée ?

Le colloque de 2012 s'attarda sur le phénomène démographique. La préface de Gérard Matheron, président du Cirad, au livre d'Hervé Bichat commence comme suit :

« Il y a d'abord la dynamique démographique ... L'Afrique n'a pas encore clairement entamé sa transition écologique ... les projections demeurent vertigineuses : alors que le nombre d'Africains est passé de moins de 300 millions en 1960 à 1 milliard en 2009, elles en prévoient 2 milliards en 2045 et autour de 4 milliards à la fin du siècle. ... Comment les économies du continent vont-elles saisir cette opportunité pour générer du développement véritable ? Quels emplois, quelle alimentation, quelle santé, quelle éducation, quelle qualité de vie pour ces milliards de nouveaux venus ? »

Dans cet esprit, le 24 novembre on pourra s'intéresser à la question suivante :

- Aujourd'hui, la sécurité alimentaire de l'Afrique se heurte-t-elle aux mêmes défis qu'en 1962 ? Et en face d'une urgence en proie à la pression démographique et au changement climatique, comment satisfaire aux [Objectifs du développement durable](#) promulgués par l'ONU en 2015 ? Doivent-ils constituer des préoccupations prioritaires ?

Enfin, le Mardi du quai Voltaire pourra stimuler la réflexion sur l'avenir à partir de l'expérience acquise depuis 1962, notamment en agriculture. Sur cette expérience, on n'oublie pas que le président de Gaulle, en décidant de faire cavalier seul à côté du [CGIAR](#) (groupe consultatif sur la recherche agronomique internationale sous l'égide de la Banque mondiale), favorisa une politique de coopération agronomique qui devait conduire à la création du CIRAD. Mais au-delà de [l'efficacité de la coopération internationale](#), qui a donné lieu à une littérature abondante, notamment après la chute du mur de Berlin (1989), quelques questions méritent d'être remises sur le tapis. En 2012, Hervé Bichat dénonçait « l'ultra-libéralisme » du « [consensus de Washington](#) » qui régissait l'action de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, sous l'emprise, selon lui, de la pensée des économistes de l'Ecole de Chicago. Cet ultra-libéralisme axé sur le court terme s'opposait au développement économique de l'Afrique, qui supposait, selon Bichat, des changements culturels lents. A l'inverse, J.M. Severino et O. Ray avaient suggéré, dans *Le Temps de l'Afrique* (2010), que le dynamisme du marché de consommation africain ouvrait des pistes magnifiques pour l'investissement privé. D'où une question d'actualité, que pourrait inspirer la rhétorique d'Hervé Bichat :

- L'investissement privé peut-il sauver l'Afrique ? et en particulier dans le secteur agricole, l'investissement privé dans les chaînes alimentaires peut-il mieux stimuler l'agriculture que l'approche traditionnelle de la recherche-développement sur le terrain paysan ?

Paris, le 23 octobre 2020